



N° 333

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

---

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 25 octobre 2012.

## PROPOSITION DE LOI

ADOPTÉE PAR LE SÉNAT,

*tendant à abroger la loi n° 2010-1127 du 28 septembre 2010  
visant à lutter contre l'**absentéisme scolaire**,*

TRANSMISE PAR

M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

À

M. LE PRÉSIDENT

DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(Renvoyée à la commission des affaires culturelles et de l'éducation, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

*Le Sénat a adopté, en première lecture, la proposition de loi dont la teneur suit :*

---

Voir les numéros :

*Sénat* : **756** (2011-2012), **56, 57** et T.A. **15** (2012-2013).



### Article unique

- ① I. – Le code de l'éducation est ainsi modifié :
- ② 1° Au troisième alinéa de l'article L. 131-6, les mots : « en application de l'article L. 131-8 » et les mots : « en application du même article » sont supprimés ;
- ③ 2° Au troisième alinéa de l'article L. 131-8, les mots : « administratives et » sont supprimés ;
- ④ 3° Les sixième à dernier alinéas de l'article L. 131-8 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑤ « En cas de persistance du défaut d'assiduité, le directeur de l'établissement d'enseignement réunit les membres concernés de la communauté éducative, au sens de l'article L. 111-3, afin de proposer aux personnes responsables de l'enfant une aide et un accompagnement adaptés et contractualisés avec celles-ci. Un personnel d'éducation référent est désigné pour suivre les mesures mises en œuvre au sein de l'établissement d'enseignement. » ;
- ⑥ 4° (*nouveau*) Après les mots : « présent chapitre », la fin de l'article L. 131-9 est supprimée.
- ⑦ II. – Le code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :
- ⑧ 1° L'article L. 222-4-1 est abrogé ;
- ⑨ 2° Le dernier alinéa de l'article L. 262-3 est supprimé.
- ⑩ III. – Les articles L. 552-3 et L. 552-3-1 du code de la sécurité sociale sont abrogés.

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 octobre 2012.*

*Le Président,*

*Signé : Jean-Pierre BEL*

